



Communiqué du 18 février 2010

La politique de la petite enfance du gouvernement : du mépris pour les bébés, les parents et les professionnels !

Mercredi 17 février 2010, une mobilisation inédite de la petite enfance : des centaines d'établissements d'accueil de la petite enfance étaient fermés sur tout le territoire. Deux mille professionnels et parents se sont rassemblés aux abords de l'hôtel Matignon à l'appel du collectif « Pas de bébés à la consigne ». Pourquoi ?

Le gouvernement prépare la publication d'un décret sur les modes d'accueil collectif qui autorisera un établissement de 60 places à accueillir certains jours jusqu'à 72 enfants, la proportion des professionnels les plus qualifiés auprès des enfants sera abaissée de 50 à 40%, enfin les nouveaux « jardins d'éveil » pourront accueillir des enfants de 2 à 3 ans avec un adulte s'occupant de 12 enfants voire plus, alors que ce taux est d'un adulte pour 8 enfants du même âge en crèche.

Cela annonce une dégradation de la qualité d'accueil des jeunes enfants et des conditions de travail des professionnels. Ces mesures du décret rejoignent d'autres régressions en cours, comme la réduction de 60 à 30 heures du temps de formation initiale des assistantes maternelles agréées qui accueillent les enfants à leur domicile. Ou comme la suppression de milliers de postes d'enseignants et la fermeture de classes de tout petits en école maternelle.

Par leur journée d'action et de grève du 17 février, les professionnels et les parents ont exigé le maintien de la qualité d'accueil des jeunes enfants, en demandant le retrait du décret sur l'accueil collectif, ainsi que l'ouverture de négociations sur l'ensemble du dossier d'accueil de la petite enfance. Un des enjeux majeurs est d'obtenir un plan ambitieux de formation de professionnels de la petite enfance au lieu du « plan métier » très insuffisant du gouvernement (il manque 400 000 places d'accueil).

Face à notre mobilisation d'ampleur, le gouvernement répond aux abonnés absents. Trois courriers ont été adressés à Mme Morano et M. Chatel depuis octobre pour demander une rencontre, restés sans réponse. Une demande d'entrevue a été adressée à M. Fillon 15 jours avant le rassemblement annoncé en vue de lui remettre la carte pétition du collectif « Pas de bébés à la consigne ». Non seulement notre courrier est demeuré à nouveau sans réponse, mais aucun conseiller de M. Fillon n'a daigné nous recevoir. Pire, nous avons dû remettre les milliers de signatures à une collaboratrice du premier ministre, sur le trottoir à 150 mètres de Matignon...

Ainsi le gouvernement engage la grande braderie des modes d'accueil et affiche de surcroît le plus parfait mépris pour les bébés, les parents et les professionnels, avec qui il ne se donne même pas la peine de dialoguer.

Nous renouvelons instamment notre exigence de retrait du décret sur l'accueil collectif et nous demandons l'ouverture immédiate de négociations avec l'ensemble des acteurs de l'accueil de la petite enfance (organisations professionnelles et familiales, syndicats).

Nous lançons un appel aux parents et aux professionnels de tout le secteur de la petite enfance à intensifier la mobilisation en ce sens, notamment en signant la carte pétition en ligne* sur le site du collectif.

Nous prendrons en mars une initiative à caractère national contre les projets gouvernementaux et en faveur d'un accueil de qualité pour tous les jeunes enfants.

** <http://www.pasdebebesalaconsigne.com/petition/?petition=3>

Argumentaires sur <http://www.pasdebebesalaconsigne.com>

Contact presse : 06 33 08 23 54, Mail : pasdebebesalaconsigne@hotmail.fr